

i.A.22.14.7.3. - HK/is

x x

Presse und Info.

1

wochentx

Wochentelex 7/86 v e r t r a u l i c h

Kampuchea: éventuels bons offices de la Suisse

Ballon d'essai à notre intention lancé par fantoches de Phnom Penh, par entremise informelle. Cette question a été étudiée en détail conjointement avec missions plus directement concernées. Résulte sans ambiguïté qu'à ce stade aucune entremise notre part n'est souhaitable. Précédents (notamment rôle "go-between" Autriche, mais aussi Roumanie, France, Australie) incitent à la plus grande prudence: Gouvernement Coalition Kampuchea Démocratique (GCKD - Sihanouk et al.) tient fermement à son plan de règlement pacifique (programme en 8 points) et rejette toutes les avances de Hanoi en dehors de ce contexte. Vietnam pour sa part n'a pas fourni preuve inflexion sa politique vis-à-vis Kampuchea et incertitude continue de planer sur intentions nouvelle équipe dirigeante. Tant que positions respectives restent bloquées, ne voyons pas le sens risquer notre crédibilité encore intacte sur cet écueil.

Commission des neutres à Panmunjom (NNSC): nouveau rôle dans dialogue Nord-Sud?

A l'initiative Corée du Nord, NNSC a été saisie proposition de renforcement ses activités, dans idée créer véritable "buffer-zone" avec contrôles effectifs sur terrain. Avons donc été sollicités en

9.2.1987

30.66

Dodis



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

2

tant que membres NNSC afin étudier et appuyer initiative. Du point de vue formel, affaire a été prise par mauvais bout. En effet édifice mis en place par accords armistice 1953 donne première responsabilité à Commission Armistice (MAC) à laquelle NNSC est subordonnée. MAC (c.à-d. d'un côté UN Command - principalement Etats-Unis, de l'autre Rép. pop. Chine et Corée Nord) devrait en premier lieu accepter entrée en matière tout en s'assurant que CoréeSud, qui n'est pas partie formelle, soit aussi d'accord. C'est alors seulement que mandat pourrait être donné à NNSC, dans mesure où gouvernements concernés (Tchécoslovaquie, Pologne, Suède, Suisse) pourraient y souscrire. Cette éventualité est pour l'instant assez improbable.

Motivations nord-coréennes, sans être explicites, peuvent être aisément extrapolées: Pyongyang se sent très isolé entre Beijing qui évolue dans sens ouverture et qui a avec Rép. de Corée relations dans plusieurs domaines de nature pragmatique, Moscou qui proclame ses intentions de débloquent les goulots d'étranglement asiatiques et Séoul dont les progrès économiques sont foudroyants. D'autre part perspective Jeux Olympiques Séoul se rapproche et Nord sent qu'il ne pourra ébranler principes défendus par CIO. Enfin sourde lutte pour succession Kim Il Sung est à l'ordre du jour, provoquant rumeurs que l'on sait. Interprétons donc initiative nord-coréenne avant tout comme tentative de se rappeler au bon souvenir opinion publique mondiale.

Dès lors sommes favorables à réponse commune vis-à-vis Pyongyang

0 010 24065

Datum: _____

Visum: _____

Tel. intern _____

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Telefax Fax Telex B1 Anhang

de la part HNSC rappelant à la fois limites du mandat actuel et nécessité d'être sollicités par toutes les parties en cause pour pouvoir soumettre à ses quatre gouvernements respectifs pour leur appréciation toute demande d'élargissement du mandat.

UNO-Broschueren

In der 'Sonntagszeitung' vom 1. Februar 1987 wurde das EDA kritisiert, dass es 'dem Abstimmungskomitee fuer den Schweizer UNO-Beitritt 73'000 Franken' bezahlt habe. In einer am 2. Februar 1987 einberufenen Pressekonferenz stellte Botschafter Muheim fest, dass das EDA den im Abstimmungskampf engagierten Organisationen keine Subventionen habe zukommen lassen. Es habe ihnen lediglich eine gewisse Anzahl Broschueren abgekauft.

Um der im Verwaltungsgesetz verankerten Informationspflicht des Bundesrates nachkommen zu koennen, wurde der DIO bekanntlich ein Informationskredit zur Verfuegung gestellt. Er betrug fuer die Jahre 1980 - 86 insgesamt rund 890'000 Franken. Davon wurden in den erwahnten 7 Jahren durch das EDA nur rund 290'000 Franken ausgegeben. Darin inbegriffen ist der Kauf dreier Broschueren, die von der 'Arbeitsgemeinschaft Schweiz - UNO' (einer von der 'Schweiz. Gesellschaft fuer Aussenpolitik', der 'Schweiz. Europa-Union' und der 'Schweiz. Gesellschaft fuer die Vereinten Nationen' getragenen Organisation) herausgegeben wurden, sowie der Kauf einer vom 'Schweiz. Aktionskomitee fuer den UNO-Beitritt' publizierten Broschuere.

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

1.0.000.24665

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Charakter

Termin

Fakultät

Telefon

Platz

Apparat

Fuer den Kauf der drei Broschueren der 'Arbeitsgemeinschaft Schweiz - UNO' bezahlte das EDA in den Jahren 1983 - 86 insgesamt 49'185 Franken. Die erste Broschuere enthaelt ein Referat von Prof. H. Haug, die zweite gibt 4 Referate - je eines von Botschafter Blankart, Botschafter Brunner, Botschafter Marcuard und Prof. Haug - wieder und die dritte Broschuere ist ein Gemeinschaftswerk verschiedener Autoren. Wie im Impressum dieser Broschuere vermerkt ist, standen Beamte des EDA dem Autorenteam beratend zur Seite.

Mit Bezug auf die Broschuere des Schweiz. Aktionskomitees, fuer deren Kauf das EDA dem Komitee insgesamt rund 22'475 Fr. bezahlte, kann auf die Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Fischer vom 4.10.82 verwiesen werden. Dort fuehrte der Bundesrat aus, dass die Absicht bestehe, u.a. eine Kurzfassung der Botschaft herauszugeben, um den Informationsbegehren aus der Oeffentlichkeit begegnen zu koennen. Im Hinblick auf diese Publikation wurden vom EDA die noetigen Vorarbeiten gemacht. Sie wurden allerdings verzoeigert, so dass die Broschuere erst im Spaetherbst 1985 haette herausgegeben werden koennen. Das EDA verzichtete nun aber nach Konsultation der Bundeskanzlei darauf, neben den fast zum gleichen Zeitpunkt erscheinenden Abstimmungserlaeuterungen des Bundesrates in eigener Verantwortung noch eine Broschuere herauszugeben. Das Schweiz. Aktionskomitee fuer den UNO-Beitritt, das selbst eine Broschuere herausgeben wollte, konnte von den vom EDA gemachten Vorarbeiten und der Maquette Gebrauch machen. Diese bildeten Grundlagen fuer die erwaehte Publikation des Schweiz. Aktionskomitees.

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

5

Alle erwahnten Ausgaben wurden jeweils von der Eidg. Finanzkontrolle geprueft und nie beanstandet. Eine neue Kontrolle wird zurzeit auf Veranlassung der Finanzdelegation der eidgenoessischen Raete nochmals vorgenommen.

BRUNNER.

NNNN

Datum: _____

Visum:

Tel. intern _____

Le Comité exécutif en session spéciale (CESS) de l'OCDE a tenu à Paris, les 3 et 4 février 1987, sa 52ème réunion. Elle a été précédée immédiatement, les 2 et 3 février, par le Comité des échanges qui a tenu sa 82ème session. Le Comité des échanges a porté à sa présidence M. Schomerus, Directeur général au ministère allemand de l'économie. Messieurs Sundback (Finlande) et Ikeda (Japon) ont été nommés Vice-présidents. Pour l'essentiel, le Comité des échanges et le CESS ont traité des mêmes questions, à savoir l'agriculture, l'ajustement des structures et l'Uruguay Round, les deux premiers de ces sujets constituant des points forts de la Conférence ministérielle de l'OCDE qui aura lieu les 12 et 13 mai prochains. La délégation suisse était conduite au Comité des échanges par l'Ambassadeur Corti et au CESS, pour la première fois, par le Directeur Blankart.

Agriculture: Les débats ont montré, dans les deux organes, que la question des échanges de produits agricoles demeure l'une des préoccupations clé sur la scène de la coopération économique multilatérale; en même temps, l'on ne voit pas encore très clair sur l'accord portant sur des mesures concrètes qui pourrait être atteint à la Conférence ministérielle. En effet, l'étude de synthèse sur les échanges de produits agricoles, entreprise conformément à un mandat donné par les ministres en 1982, semble susciter un certain nombre d'hésitations de la part de quelques délégations. L'étude constitue un outil conceptuel nouveau et une bonne analyse de certaines causes structurelles ayant conduit à la surproduction que l'on connaît actuellement et elle plaide pour une réduction du niveau des aides octroyées à l'agriculture. De son côté, le Secrétaire général Paye adressera aux ministres, sous sa propre responsabilité, une note s'appuyant sur l'étude de synthèse et proposant aux ministres quelques axes de réflexion pour l'action future. La délégation suisse s'est exprimée en faveur de la publication de l'étude de synthèse dont la rédaction ne devrait plus faire l'objet de longues négociations, celles-ci devant surtout être réservées pour des propositions opérationnelles qui seront soumises aux ministres. Enfin, la Suisse, en soulignant la nécessité du traitement de cette problématique sur le plan multilatéral, a rappelé que tout système commercial international en matière de produits agricoles doit tenir compte non seulement de la question de l'accès aux marchés, mais aussi de la spécificité de la production et du commerce des produits agricoles.

Ajustement structurel: Les deux Comités ont salué le projet d'étude réalisée par le Secrétariat à la suite d'un mandat confié par les ministres en 1985 sur la problématique de l'ajustement des structures. D'une façon générale, la synthèse présentée par le Secrétariat a suscité un écho positif de la part des délégations. Cette étude, qui sera publiée au cours de ces prochains mois, devrait favoriser dans le public la perception véritable du phénomène de l'ajustement des structures en tant qu'élément clé pour la croissance soutenue et non-inflationniste et, d'une façon plus générale, pour le maintien et le développement de la prospérité économique et la stabilité sociale dans nos différents pays. Cette étude, qui sera examinée en profondeur par le Comité de politique économique, ne marquera pas un terme à la réflexion des pays de l'OCDE sur l'importance du processus continu de l'aménagement de nos structures, mais devrait permettre d'encore mieux intégrer la perspective structurelle dans la définition de nos stratégies économiques d'ensemble (liens entre politiques macro- et micro-économiques et politiques structurelles).

Questions commerciales et Uruguay Round: Les Comités ont pris bonne note du règlement intervenu entre la CEE et les Etats-Unis ("guerre du maïs") et se sont félicités que les parties contractantes soient parvenues à mettre sur pied l'organisation de la négociation de l'Uruguay Round, même si cela l'a été avec un léger retard par rapport au calendrier initialement convenu. Le travail de substance peut ainsi commencer. A cet égard, le souci de ne pas privilégier l'un des aspects de la négociation par rapport aux autres a été souligné une fois de plus. La délégation suisse a notamment insisté sur la nécessité de ne pas mélanger les préoccupations à long terme et celles à court terme, à savoir le règlement de problèmes immédiats. Au sein du Comité des échanges, la délégation suisse a fait sienne les préoccupations exprimées par d'autres pays similaires au nôtre à l'égard du danger de la bilatéralisation du commerce international (machines-outils, semi-conducteurs, taxes discriminatoires, etc.). Le Comité des échanges entend que les procédures de consultation et de notification existant à l'OCDE soient effectivement utilisées. Dans l'affaire des semi-conducteurs, les Etats-Unis ont eu l'impression que le Comité des échanges se comportait comme une procédure de règlement des différends (cette impression aurait été dissipée si les Etats-Unis avaient immédiatement apporté des réponses aux questions posées sur l'arrangement entre les USA et le Japon).

Situation économique: L'appréciation de la situation économique actuelle par le CESS s'est limitée à une présentation succincte du Secrétariat qui, en prolongement de son analyse de l'année passée, prévoit une continuation de la période de croissance modérée dans un environnement caractérisé par une inflation limitée.

Le Comité des échanges se réunira la prochaine fois du 8 au 10 avril, le CESS du 27 au 28 avril.

Wirtschaftsgespräche Schweiz-Niederlande

Im Rahmen regelmässiger Wirtschaftsgespräche mit EG-Mitgliedstaaten weilte der für EG-Fragen zuständige stellvertretende Generaldirektor des niederländischen Wirtschaftsministeriums, van Voorst tot Voorst, am 5 Februar in Bern. Schwerpunkt der Gespräche mit Botschafter Ph. Lévy lagen auf integrationspolitischem Gebiet. Schweizerische Vorstellungen bezüglich Zusammenarbeit EFTA/EG stossen auf niederländischer Seite auf Zustimmung. Immerhin bilde gelegentlich fehlende gemeinsame EFTA-Position echtes Hemmnis. In gewissen Bereichen bestehe zudem die Gefahr, dass Vorteile weitergegeben werden müssten (USA). Bei EG/EFTA-Zusammenarbeit im Bereich Binnenmarkt könne Parallelismus nicht heissen, dass EG-Arbeiten von EG/EFTA-Zusammenarbeit blockiert oder verzögert werden. Unter Folgearbeiten der Luxemburger Erklärung kamen namentlich öffentliches Einkaufswesen und Vereinfachung der Ursprungsregeln zur Sprache; NL bei beiden Fragen sehr positiv doch wenig zuversichtlich. Versicherungsabkommen Schweiz-EG, passiver Textilveredelungsverkehr sowie Beteiligung der Schweiz an EG-Forschungsprogrammen wurden ebenfalls eingehend erörtert. Bezüglich EG-Rahmenprogramm Forschung erwartet NL Kompromiss über niedrigeres Budget (5 Mia ECU) mit kürzerer Laufzeit. Stand der Vorbereitungen Uruguay-Runde sowie KSZE-Korb II-Verhandlungen in Wien bildeten weitere Gesprächspunkte.

BRUNNER.

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - HK/1sInterne VerteilerlisteBetrifft: Wochentelex 7/87 vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Saccard De Wolkewille	JE WA
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Herr Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Herr Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz Gotteret	SG GO
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Eautenberg	LA
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Wyss	WS
	Herr Faessler	FCH
	Herr de Dardel	DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg	RUE
	Herr Blickenstorfer	BLI
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Herr Flückiger	FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Staehelin	SIN
	Minister Streuli	STJ
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für internationale Umweltangelegenheiten	Herr Imm	IE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Botschafter Freymond Herr Ruf	WER FRE RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr P. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EDIGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 10. Februar 1987

Informations- und Pressedienst

Sa 10. Feb. 87 15

1.A.22.14.7.3. - HK/1s

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 7/87

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	x Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	

Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

x Montreal

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total
=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Presse- und Informationsdienst

Bern, den 10. Februar 1987

VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - HK/1s

T E L E G R A M M (CH)

Hochentelex 7/87

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Accra	- Den Haag	- Peking
- Addis Abeba	- Dublin	- Prag
- Algier	- Havanna	- Pretoria
- Amman	- Helsinki	- Rabat
- Ankara	- Guatemala	- Riad
- Athènes	- Jakarta	- Rome
- Bagdad	- Kairo	- Santiago
- Bangkok	- Kinshasa	- Stockholm
- Beirut	- Lagos	
- Bonn	- Lima	
- Brasilia	- Lissabon	
- Brüssel	- London	
Botschaft + Mission)	- Luxemburg	
- Budapest	- Madrid	- Teheran
- Buenos Aires	- Mexiko	- Tel Aviv
- Bukarest	- Moskau	- Tokio
- Canberra	- Nairobi	- Warschau
- Caracas	- New Delhi	- Washington
- Dar es Salaam	- New York/Swissobser	- Wien
	- Ottawa	
	- Oslo	
	- Paris (auch OECD)	

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD